Une région parisienne à deux vitesses

L'accroissement des disparités spatiales dans l'Ile-de-France des années
1980

Pierre Beckouche

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/strates/1155>

DOI : 10.4000/strates.1155

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 1993

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Pierre Beckouche, « Une région parisienne à deux vitesses », *Strates* [En ligne], 7 | 1993, mis en ligne le 20 décembre 2005, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/strates/1155> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/strates.1155>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Une région parisienne à deux vitesses

L'accroissement des disparités spatiales dans l'Ile-de-France des années 1980

Pierre Beckouche

- 1 L'évolution socio-économique des années 1980 en région parisienne peut être ramassée en un trait simple : les disparités spatiales se sont accrues. On met ici en perspective des résultats empiriques sur les aspects sociaux (§2) et économiques (§3) du phénomène, avec des réflexions générales sur les disparités dans les grandes aires urbaines (§1). La conclusion revient sur une idée ancienne mais qui est plus que jamais d'actualité : l'approche sociale et l'approche économique de l'espace urbain, trop souvent séparées, doivent être éclairées l'une par l'autre (§4).
 1. Les disparités socio-spatiales dans les villes : un phénomène de plus en plus intense et complexe
- 2 L'accroissement des disparités sociales et spatiales dans les pays développés est une des grandes résultantes des années 1980. La conjugaison des politiques d'ajustement structurel, de la généralisation des politiques libérales et de la «globalisation» a particulièrement pesé sur les groupes sociaux et les espaces en difficulté. Il y a fort à parier que l'accroissement des disparités se vérifie quelle que soit l'échelle à laquelle on se place et quel que soit le pays considéré. Les plus grandes agglomérations ont davantage crû que les autres (population, emplois, revenus) ; au sein de ces espaces métropolitains, la différenciation socio-spatiale s'est accusée. Dans les pays développés, la question n'est plus de savoir si l'on se dirige vers une société duale¹, mais de savoir comment on peut espérer en sortir (Brooks 1993). La première chose à faire, à cet égard, est de mesurer cette dualité, sociologiquement, économiquement et géographiquement.
- 3 La difficulté vient de ce que l'échelle et la nature des processus ségrégatifs varient selon le pays considéré. Au Royaume-Uni, le trait fort est la quasi confiscation de la croissance par le Sud-Est du pays, bien au-delà de l'agglomération londonienne (Green, Champion 1988). Les difficultés des *Inner cities* des régions de tradition industrielle

relèvent pour partie de logiques ségrégatives classiques d'échelle urbaine, mais pour une partie sans doute au moins aussi grande de cette explication d'échelle inter-régionale (c'est à dire nationale). De même en Italie c'est la coupure Nord-Sud qui donne son sens le plus grand au phénomène, que signale, sur le plan politique, l'émergence des Ligues lombardes. Au Japon en revanche, et bien que le processus de remétropolisation sur Tokyo ne soit pas une petite chose (Douglas 1988), les phénomènes les plus significatifs sont plutôt à rechercher au sein des aires métropolitaines, en particulier à Tokyo :

« Au cours des années 1980, le processus de restructuration urbaine de l'aire métropolitaine de Tokyo a plutôt accru que réduit les déséquilibres sociaux et spatiaux ». (Machimura 1992)

- 4 Aux États-Unis c'est aussi la crise intra-urbaine qui frappe, quels que soient les États considérés. Si la discrimination ethnico-spatiale a reculé au cours des vingt dernières années², elle n'a pas disparu et surtout une discrimination sociale trans-ethnique s'est surimposée à elle :

« Alors que la ségrégation raciale a décru dans les aires urbaines, la ségrégation sociale a progressé. Les quartiers s'homogénéisent en termes de revenus des habitants, les écarts de revenus s'accroissent entre les quartiers. Une cause est l'affirmation de la différenciation sociale au sein de la communauté afro-américaine. » (Peterson 1992)

- 5 L'accroissement des inégalités sociales (enrichissement rapide de la marge la plus riche, appauvrissement de la marge la plus pauvre) s'est traduit dans l'espace urbain, et on sait que le candidat Clinton a fait une partie de sa campagne sur ce thème. En matière régionale en revanche, la revitalisation de la *dust Belt* américaine a rencontré plutôt davantage de succès que celle des régions industrielles du Vieux continent. Sous réserve de vérification, dans tous les cas le processus d'accroissement des disparités socio-spatiales *conjugue* une échelle inter-régionale et une échelle intra-urbaine.

- 6 Tout cela complique la tâche des pouvoirs publics, pour au moins quatre raisons :

- 7 * Les processus ségrégatifs se sont poursuivis en dépit de la période de *croissance* des années 1984-1990. Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre en effet, cette période n'a pas réduit les disparités à travers des politiques sociales qui se seraient appuyées sur des budgets renfloués. C'est le contraire qui s'est produit, dans le contexte d'une globalisation qui a poussé au plus haut point les logiques d'accumulation et de compétition entre les espaces. La globalisation a consacré une économie de réseaux transnationaux, mais s'est traduite par l'émiettement des solidarités locales. La crise urbaine des années 1980 a un caractère plus structurel que celle des années 1960-70, qui avaient vu l'explosion de la périurbanisation.

« Théâtre simultané d'actions portées par des logiques mondiales, nationales, régionales, locales, la ville (...) a perdu sa capacité d'être le lieu d'identité et de solidarité » (Pétrella, 1991)

- 8 Dans la récession actuelle, on voit mal avec quels moyens les pouvoirs publics pourraient redresser la barre.

- 9 * La ségrégation urbaine a atteint une *ampleur* qui rend les correctifs plus douloureux que naguère. Les phénomènes d'image (quartiers attractifs vs quartiers anémiés), de déliquescence du tissu social et familial, sont cumulatifs. Plus le correctif tarde, moins il devient probable. La tâche est d'autant plus ardue que, dans la plupart des pays développés, la vague de libéralisme s'est conjuguée à la poursuite de la décentralisation des pouvoirs - en soi une excellente chose mais dont un des effets négatifs aura été

l'éparpillement des compétences politiques. Or l'ampleur de la dualisation requiert désormais des actions multiformes, qui dépassent de loin les interventions ponctuelles sur les terrains déprimés du genre des DSQ (Développement Social des Quartiers) français. C'est aux pouvoirs publics centraux qu'il revient d'élaborer des politiques publiques *globales* focalisant sur les territoires urbains ces mesures multisectorielles (logement social, infrastructures de transports, équipements publics, équipements culturels et scolaires, action économique...) (Davezies 1992a). Or quel est, dans le cas français, le paysage institutionnel le plus fréquent ? Les pouvoirs locaux sont dans l'incapacité d'arbitrer sur des territoires métropolitains sur lesquels les tensions se sont accrues, dont les problèmes se sont compliqués, et dont la dimension géographique elle-même s'est étendue ; l'intervention locale des pouvoirs publics centraux est déconsidérée ; les institutions centrales dédiées aux problèmes urbains ne disposent pas des moyens requis. C'est d'ailleurs la même chose au niveau supérieur : ni l'OCDE ni la Commission des Communautés Européennes ne disposent de ce qui serait une « Direction Générale des Politiques Urbaines ».

- 10 * Les années 1980 ont vu se confirmer la formation de ce qu'on peut appeler les « *régions urbaines* », entités géographiques nouvelles - tout au moins pour les géographes français habitués aux catégories classiquement emboîtées ville-centre/banlieue/région. Les géographes ou économistes britanniques ou allemands travaillent depuis longtemps sur ce genre de concept (Cheshire, Kunzmann, 1990). La réalité qu'ont prise ces régions urbaines en France obligera tôt ou tard à un tournant épistémologique de la notion de ville. Le terme désigne ces concentrations de populations bien visibles sur une carte nationale à l'échelle communale ou cantonale : la région parisienne et ses prolongements jusqu'à Compiègne, Dreux ou Orléans ; le bassin houiller du Nord-Pas-de-Calais auquel on pourrait rattacher l'agglomération de Lille dans son sens le plus large ; la région urbaine de Lyon, incluant Saint-Etienne à coup sûr et peut-être Mâcon, etc. Ce genre de territoire est très délicat à appréhender, encore plus à gérer.
- 11 * L'avivement des disparités inter-régionales et intra-urbaines pose un redoutable problème d'orientation des politiques publiques : doivent-elles privilégier le premier ou le second aspect ?
- 12 Quelles sont les évolutions dans le cas français ? Les années 1980 conjuguent les deux composantes évoquées : l'accroissement des disparités inter-régionales, au premier chef au profit de la région-capitale (Beckouche, Damette, Davezies 1992) ; l'accroissement des disparités au sein de l'agglomération parisienne, tant du point de vue social que de celui du dispositif productif. C'est au phénomène intra-francilien que nous nous intéressons ici³.

2. Les disparités sociales en Ile-de-France : le fossé s'élargit

- 13 Aubervilliers ne ressemble pas à Saint-Cloud, c'est un fait entendu. La carte des allocataires du RMI, un bon indicateur de la pauvreté, coupe l'agglomération en deux : l'axe de la Seine sert de ligne de partage, depuis la Seine Amont (de Villeneuve-Saint-Georges à Ivry-sur-Seine) jusqu'à Gennevilliers-Argenteuil. Colombes et Nanterre, autres communes ouvrières, prolongent bien la banlieue populaire vers l'Ouest, mais dans l'ensemble la partition est remarquable. La question qui nous intéresse est de savoir comment elle a évolué. Le RMI étant trop récent (1988), il faut se tourner vers d'autres indicateurs : on pourrait prendre le chômage, dont la carte est fort voisine de

celle du RMI et dont l'évolution n'est guère favorable à la moitié orientale de l'agglomération - Paris compris. On choisit ici les catégories socio-professionnelles.

- 14 L'Ile-de-France comptait en 1990 293 000 cadres supérieurs et professions libérales de plus qu'en 1982. Pour le cinquième de la population régionale, la ville de Paris capte à elle seule le *tiers* de cet excédent, soit 97 000 personnes ; les Hauts-de-Seine en captent 16 %. Au total ces deux départements ont donc attiré la moitié des nouveaux cadres supérieurs franciliens. Avec les Yvelines et l'Essonne on atteint 70 %. La Seine-Saint-Denis a accueilli deux fois moins de cadres supérieurs que les Yvelines (tableau 1).

Tableau 1. Distribution départementale de l'accroissement du nombre des cadres supérieurs franciliens (en %)

	Prof. libér.	Cadres fonct. publiques	Cadres d'entreprise	Total
Paris	36	39	30	33
Hts de Seine	17	12	17	16
Seine St Denis	5	8	5	6
Val de Marne	9	11	9	10
Yvelines	11	8	14	12
Essonne	9	8	9	9
Val d'Oise	6	6	9	8
Seine et Marne	8	8	8	8
Ile-de-France	100	100	100	100

Source : RGP (au lieu de résidence), 1982-1990

- 15 Compte tenu de la divergence des évolutions démographiques respectives des départements, cela se traduit par un fait simple : la population des départements de l'Ouest, Paris et Hauts-de-Seine en tête, ressemble de moins en moins à celle de l'Est (graphique 1). En 1990 les cadres supérieurs représentent 16 % de la population active parisienne, 12 % de celle des Hauts-de-Seine mais 4 % de celle de Seine-Saint-Denis, département dont l'évolution est la moins favorable.

Graphique 1. Cadres supérieurs : Paris et Hauts-de-Seine s'envolent

- 16 Cette évolution se traduit, logiquement, en termes de revenus (graphique 2) : les départements dans lesquels les revenus moyens des ménages sont les plus élevés connaissent au cours de la période des taux de croissance supérieurs aux départements « pauvres » de la région. La similitude des graphiques 2 et 3 est étonnante, et épouse jusqu'au détail de l'embellie du Val-de-Marne.

Graphique 2. Revenus moyens des foyers fiscaux : l'Ouest de plus en plus riche.

- 17 Ce qui est vrai à l'échelle des départements l'est aussi à celle des communes. La corrélation⁴ entre degré de richesse des revenus communaux moyens et progression de ces revenus sur la période 1984-1989, est élevée ($r^2 : 0,47$: les communes riches sont de plus en plus riches, les communes pauvres de plus en plus pauvres (graphique 3)).

Graphique 3. L'accroissement des disparités de revenus en Ile-de-France

- 18 Cet indicateur apporte un second enseignement : l'accroissement des disparités est plus élevé à Paris-ville (coefficient de corrélation de 0,61) et surtout en première couronne (0,67) qu'en seconde couronne (0,40) (graphique 4). Cela corrobore ce fait connu : la pression foncière parisienne s'est, dans les années 80, étendue à la proche couronne.

Graphique 4. L'accroissement des disparités des revenus en Ile-de-France affecte surtout la zone centrale

- 19 Le plus frappant est le caractère systématique de l'accroissement des inégalités, quelle que soit l'échelle considérée, y compris à l'échelle infra-communale fine des quartiers (Tabard, 1989). Il faut donc distinguer trois processus liés :
- 20 - L'accentuation de la partition Est/Ouest de l'agglomération.

- 21 - L'apparition d'un mode de ségrégation nouveau dans le contexte français, fondé sur la distance au centre, qui se surimpose au mode de ségrégation zonal traditionnel.
- 22 - La mise en évidence à toutes les échelles d'un processus de marquage de l'espace, nouveau dans son ampleur et sa rigueur, qui risque de renvoyer le mot d'ordre de « droit à la ville » au rayon des accessoires.

3. Système productif : l'Est ne décolle pas

- 23 Comme dans le domaine social, l'opposition entre Est et Ouest de l'agglomération en matière d'activités économiques est un fait connu. On ne revient pas ici sur le rôle des industries de pointe, dont les localisations ont épousé la géographie des quartiers de résidence des cadres, tandis que l'industrie classique déclinait dans la banlieue industrielle traditionnelle. Cet historique, que Félix Damette a ramassé en deux formules, le passage d'une « ségrégation associée » (proximité entre usines et logement ouvrier) à une « ségrégation dissociée » (essor des activités nobles de l'Ouest tandis que le logement populaire restait à l'Est) (Damette, Beckouche 1991), se traduit aujourd'hui par toute une série de disparités spatiales : localisation de la « high tech », taux d'emploi, bases de taxe professionnelle, opposent l'Ouest à l'Est. La productivité, exprimée par le rapport du PIB départementalisé aux emplois, distingue, dans l'ordre, les Hauts-de-Seine, Paris et les Yvelines - même s'il est vrai que, pour cet indicateur, la Seine-Saint-Denis n'est pas très loin et excède de 11 % la moyenne nationale (tableau 2). La concentration des fonctions décisionnelles et conceptionnelles des entreprises, accompagnées d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, est caractéristique de l'ensemble de l'Ile-de-France, mais particulièrement de l'Ouest.

Tableau 2. Les PIB départementaux par emplois, en 1989

Paris	138
Hts de Seine	164
Seine St Denis	111
Val de Marne	106
Yvelines	113
Essonne	105
Val d'Oise	107
Seine et Marne	107
Ile-de-France	128

France métropolitaine = 100. Emplois au lieu de travail. Source : Tissot (B.), in « *Regards sur l'Ile-de-France* » n°16, 1992, INSEE

- 24 La géographie des fonctions de conception-recherche, commerce-marketing et management des entreprises industrielles, c'est-à-dire en gros des sièges sociaux et des

bureaux d'études, donne une image évidente de l'opposition Est-Ouest. Les sièges consacrent le duo Paris Ouest/La Défense, et se prolongent vers l'Ouest (Nanterre, Rueil). Les services aux entreprises qui s'y rattachent (informatique, expertise comptable et financière, etc.) épousent la même localisation. Celle des bureaux d'études est caricaturale : les autoroutes A6 au Sud et A1 au Nord sont des quasi-frontières (Beckouche, Cohen, Damette, Scheibling, Fischer 1989). Entre 1977 et 1986, les Hauts-de-Seine accaparent 55 % des nouveaux chercheurs de l'industrie régionale, à comparer aux 2 % de la Seine-Saint-Denis.

Tableau 3. Les chercheurs de l'industrie francilienne : toujours plus à l'Ouest

	1986		Δ%
	Nbre	%	1986/77
Paris	2 477	9	-4
Hts-de-Seine	11 370	42	55
Seine St-Denis	1 631	6	2
Val-de-Marne	1 307	5	6
Yvelines	5 137	19	11
Essonne	2 905	11	17
Val d'Oise	1 145	4	10
Seine & Marne	935	3	3
RIF	26 907	100	100

chercheurs équivalent plein temps (source MRT/CCIP)

- 25 Quand on étudie de près l'évolution récente de la Seine Amont, c'est-à-dire l'Ouest du Val-de-Marne, on perçoit à quel point cette frontière demeure stricte (Beckouche, Cohen, Malézieux, Savy 1991). Au cours des années 1970 et 1980, la césure s'est accentuée, les établissements quittant la proche banlieue Ouest pour la lointaine banlieue Ouest et en particulier Saint-Quentin-en-Yvelines, mais rarement pour l'Est. La suppression de la procédure de l'agrément pour l'implantation des bureaux dans l'Ouest de la région, au cours de cette période décisive que furent les années 1985-1990, y aura contribué.
- 26 A la date à laquelle est rédigé ce texte, on ne dispose pas du recensement de la population de 1990 au lieu de travail. Mais l'*Enquête Structure des Emplois* donne une idée de l'intense concentration des cadres dans l'emploi des Hauts-de-Seine au cours des années 1980. Même si les deux départements de la proche banlieue Est font mieux que la province, les ingénieurs-cadres s'étoffent particulièrement dans l'Ouest, là où ils sont

déjà les plus nombreux. Le record revient aux Hauts-de-Seine, où ils représentent près de 30 % des salariés des entreprises rentrant dans le champ de l'E.S.E.⁵ (Bisault 1993). Il y a désormais davantage de cadres que d'ouvriers dans l'emploi des Hauts-de-Seine, alors que dans la banlieue Est on compte un cadre pour trois ouvriers. L'intense désouvriérisation de la région, y compris dans sa banlieue populaire, ne doit pas faire oublier ce fait : dans les entreprises considérées, la banlieue Est emploie encore 40 % d'ouvriers.

Graphique 5. Emploi ingénieur-cadre : les Hauts-de-Seine en pointe

4. Lier géographie sociale et géographie économique

- 27 Les similitudes et les différences entre les deux géographies, celle des disparités sociales et celle des disparités économiques, sont du plus grand intérêt⁶. En règle générale pourtant, elles font l'objet d'approches disjointes : soit on dresse une géographie du chômage, des CSP ou des DSQ, soit on s'attache à celle des sièges sociaux, des usines ou des technopôles. Or ces aspects sont liés. Les maires le savent bien, qui arbitrent entre logements et activités, dans tel cas refusent la venue de bureaux pour freiner l'envol des charges foncières et conserver une résidence populaire, ou au contraire attirent les sièges sociaux par le standing des logements et la faiblesse des taux de taxe professionnelle. L'évolution du marché immobilier, qui intéresse tous les usages, confirme l'ampleur des mutations *socio-économiques* de la seconde moitié des années 80. Les communes des Hauts-de-Seine ou de l'Ouest chic (Neuilly, Boulogne, Levallois, Saint-Germain-en-Laye, Versailles, ...), qui font l'essentiel du groupe des communes les plus chères (groupe 1 sur le graphique 6), ont capté l'essentiel du renchérissement foncier.

« Si, pour paraphraser la formule d'Henri Lefebvre, on peut dire que les problèmes fonciers sont une projection des problèmes sociaux sur le sol, on doit admettre

qu'une importante rupture des comportements sociaux urbains s'est produite à partir de 1985 » (Comby 1991).

Graphique 6. Le marché foncier des années 1985-1990 : le grand écart

Source : Comby, 1991, Etudes foncières. Sur la base du fichier IMO, les valeurs moyennes ont été calculées en tenant compte des qualités de terrains et du nombre de mutations observées. Les 168 séries communales les mieux renseignées ont été classées en quatre groupes, par ordre de prix décroissant.

Graphique 7. Bureaux : le rééquilibrage ... à l'Ouest

- 28 L'intérêt de l'articulation entre l'économique et le social est manifeste au regard de la séquence des années 1980 :

- 29 Première phase. De la fin des années 1970 au début des années 1980, la conjoncture économique est maussade, la pression foncière faible. Les mutations urbaines tiennent au reflux de l'industrie dans la banlieue rouge et à la poursuite de la périurbanisation.
- 30 Deuxième phase. Tout change avec le retour à la croissance (1984-1989), dans le contexte d'une économie qui, en se globalisant, se focalise sur les grandes métropoles. La substitution usines/bureaux est intense en première couronne, manifestant l'attractivité retrouvée de la partie centrale de l'agglomération : à la fin des années 1980, les usines industrielles de la première couronne de banlieue ne comptent plus que la moitié de leurs effectifs du début de la décennie⁷ (Beckouche, Cohen 1992). Cette substitution se moule dans l'opposition Est/Ouest qu'elle accentue d'autant plus que l'agrément est supprimé. La période atteste le rôle déterminant des professionnels de la filière de l'immobilier d'entreprise qui, par leur stratégie fondée sur le risque minimal, accentuent la polarisation des localisations sur les pôles les plus attractifs de l'agglomération⁸. Parallèlement, la partie – essentielle – du système productif francilien fondée sur la haute technologie militaire, est mise à mal par le désarmement et les difficultés spécifiques de l'industrie d'armement nationale. Cela avive le reflux industriel, et procure une offre foncière inespérée dans la proche banlieue Ouest, celle de la « high tech » militaire. Sur le plan social, le contenu de la croissance (arbitrage favorable aux revenus du capital sur ceux du travail, dualisation du marché du travail et marginalisation des personnels ouvriers et/ou peu qualifiés, cf. Lipietz, Benko 1992) accentue une dualisation dans l'occupation de l'espace que traduit l'évolution si spécifique du marché immobilier de ces années. Cette double composante foncière (accroissement du différentiel des prix) et socio-économique (dualisation du marché du travail) rigidifie la question sociale dans l'agglomération.
- 31 Troisième phase. Avec 1990 et l'amortissement de la croissance économique, la pression foncière diminue. La persistance de la désindustrialisation et les difficultés conjoncturelles aggravent la situation de l'emploi peu ou pas qualifié. Les mutations urbanistiques sont ralenties, mais les inconvénients sociaux préparés par la phase précédente se manifestent. Le vote au référendum du 20 Septembre 1992 sur les accords de Maastricht en apportera une illustration saisissante (graphique 8).

Graphique 8. Maastricht, ou la dualisation manifeste.

- 32 La fréquente disjonction des approches sociale d'une part et économique de l'autre, est dommageable à plusieurs égards :
- 33 * C'est l'articulation entre économie et société qui donne la clé de lecture de la géographie métropolitaine. Reprenons-en quelques exemples. Les Hauts-de-Seine : ce département, désormais englobé dans l'extension vers l'Ouest de la centralité parisienne, reste tout de même devancé par Paris pour la part des cadres dans la population résidente ou le niveau de revenu des habitants. Mais ce n'est plus le cas en termes d'emplois : le centre de gravité du système productif régional est désormais plutôt dans les Hauts-de-Seine qu'à Paris. Le Nord des Hauts-de-Seine apparaît comme un secteur crucial, ce que n'ont pas manqué de signaler les projets d'extension de la Défense lors de la préparation du Schéma Directeur d'Ile-de-France. Il se trouve en effet à la jonction de deux logiques contradictoires, l'une relevant de la tradition ouvrière de la banlieue Nord, l'autre de la mutation économique née de l'extension de la zone centrale. Le Val-de-Marne : son bon score sur le plan social (CSP et revenus) n'est pas confirmé sur le plan du système productif ; ce département bénéficie davantage d'une rente de situation qu'il n'attire par la modernisation de son économie. Le quart Nord-Est de Paris : on y compte presque autant d'allocataires du RMI que dans toute la Seine-Saint-Denis ; ses « mauvais » scores tant sociaux qu'économiques, joints à la pression des cadres pour résider à Paris, le désignent comme un secteur stratégique pour la période à venir.
- 34 * Les communes sont l'échelon de base des choix économiques comme des réalités sociales. Le lien entre ces deux aspects est facile à comprendre : la présence des entreprises apporte des bases fiscales, essentiellement par la taxe professionnelle ; ces ressources fiscales financent les équipements sociaux. Pendant longtemps, la banlieue populaire ne bénéficiait pas du dynamisme propre à la population fortunée, mais disposait d'une belle compensation : les usines étaient grosses pourvoyeuses d'emplois et de ressources fiscales (Préteceille, 1992). Or le passage d'une « ségrégation associée » à une « ségrégation dissociée » s'est traduit par ce fait que, rapportées à la population résidente, les bases de taxes professionnelles ont progressé beaucoup plus vite dans les communes de l'Ouest parisien ou de grande banlieue, que dans les communes de

tradition industrielle (cadrans B, D ou F sur le graphique 9). On comparera l'évolution à Boulogne ou Saint-Cloud, à celle de Genevilliers ou Saint-Ouen. Cette dichotomie a, de surcroît, pris un tour départemental : la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne sont, avec la Seine-et-Marne, les départements qui ont vu leurs bases de taxes professionnelles le moins progresser au cours de la décennie passée, au contraire de l'Essonne et des Hauts-de-Seine. Les communes délaissées ne peuvent donc même pas bénéficier des effets redistributifs propres au budget départemental (Prud'homme, Rousseau 1992).

Graphique 9. Taxe professionnelle communale : des performances très contrastées

- 35 * Cette disjonction limite l'appréhension de problèmes globaux, par exemple la congestion des transports urbains. L'usage des transports s'est modifié radicalement avec le déplacement vers l'Ouest de la zone métropolitaine centrale, et avec la substitution usines/bureaux, autrement dit avec la substitution travail en équipes/horaires fixes 9 heures-18 heures. L'appréciation du rôle des entreprises, en particulier des plus grandes, dans l'organisation de l'espace et dans les problèmes de transports, en est rendu malaisée, alors que la question du financement des transports est au cœur du nouveau Schéma directeur d'Ile-de-France.
- 36 * Elle conduit enfin à un contraste curieux lorsqu'on en arrive à l'aménagement du territoire. Si l'on s'en tient aux problèmes démographiques, sociaux ou environnementaux, la conclusion naturelle des évolutions décrites est de dire que la région a son lot de difficultés et qu'elle a dépassé le seuil à partir duquel les économies d'échelle deviennent déséconomies. Il faut alors stopper la croissance parisienne, promouvoir le desserrement vers la province, et se donner comme priorité d'aider la banlieue populaire. Mais si l'on s'attache aux indicateurs économiques, la performance francilienne est évidente (Davezies 1992b) : dans la poursuite de la polarisation économique constatée au cours des années 1980, il faut alors jouer la Défense, la Cité Scientifique Sud ou le secteur de Roissy face aux grandes métropoles mondiales.
- 37 Pour reprendre la formulation de Ricardo Pétrella (Pétrella 1991), les grandes villes sont face à une alternative stratégique, alternative qui revient aux deux façons d'appréhender l'espace urbain : soit elles mènent d'abord une stratégie moderniste de type techno-innovative, vouée au branchement sur les réseaux internationaux. La ville,

à l'instar des entreprises-réseaux, est définie par des flux (informations, transports...) et des nœuds-clé, elle est gérée comme une entreprise et régie par une même logique « transactionnelle ». Soit elles privilégient une « stratégie d'agora », vouée à l'intégration horizontale locale entre tous les acteurs du territoire urbain. On parle alors davantage de la rue que de la route, la ville est conçue davantage comme un ensemble d'espaces interstitiels que comme un nœud de réseaux. Le rôle des pouvoirs publics est alors de promouvoir la gestion de la durée, c'est-à-dire de valoriser le capital urbain, matériel et humain sur le long terme, ce qui place les disparités socio-spatiales au cœur de la problématique. L'alternative est schématique. Les choix se situeront sans doute quelque part entre ces deux composantes, mais il est sûr que c'est leur confrontation qui en donnera le sens.

BIBLIOGRAPHIE

BECKOUCHE (P.), COHEN (J.), DAMETTE (F.), SCHEIBLING (J.), FISCHER (J.-Cl.), 1989, *Métropolisation et aires métropolitaines. Internationalisation et enjeu urbain*, Rapport de recherche pour le programme Mutations économiques et urbanisation, Plan Urbain-DATAR-Commissariat Général au Plan, STRATES (CNRS/Université Paris I), 350 p.

BECKOUCHE (P.), COHEN (J.), MALEZIEUX (J.), SAVY (M.), 1991, *L'évolution du système productif en Seine Amont*, Rapport d'étude pour la Mission Seine Amont, Ministère de l'Équipement, Paris, 180 p.

BECKOUCHE (P.), DAMETTE (F.), DAVEZIES (L.), 1992, *Économie et territoire dans la France des années 80. Polarisation et accroissement des disparités*, Universités Paris I et Paris XII (IUP), polygr., 21 p.

BECKOUCHE (P.), COHEN (J.), 1992, *Les établissements de fabrication et de stockage dans la première couronne parisienne, 1981-1989*, Rapport d'étude pour l'IAURIF, STRATES (CNRS/Université Paris I), 80 p.

BENKO (G.), LIPIETZ (A.), dir., 1992, *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux, les nouveaux paradigmes de la géographie économique*, PUF, Paris, 250 p.

BERGER (M.), RHEIN (C.), 1992, *L'Ile-de-France et la recherche urbaine*, Tome 1 (fonctions urbaines, économie) et Tome 2 (social, politiques), DATAR/Plan Urbain/STRATES, 179 et 218 p.

BISAULT (L.), « Emploi des cadres : toujours l'Ile-de-France et le Midi », in *INSEE Première* n° 240, janvier 1993, Paris, 4 p.

BROOKS (C.W.), 1993, « Poverty and social exclusion : the relationship with unemployment », communication au colloque « Métropoles et aménagement du territoire », Université Paris Dauphine, 12 et 13 mai 1993, 12 p.

CHESHIRE (P.), KUNZMANN (K.), BADE (F.), 1990, *Deindustrialization and regional economic transformation. The experience of Western Europe*, Lloyd Rodwin & Hidehiko Sazanami ed., Boston.

COMBY (J.), 1991, « Marchés. Les banlieues à deux vitesses », in *Etudes Foncières* n° 53, décembre 1991, Paris, pp 22-23.

- DAMETTE (F.), BECKOUCHE (P.), 1990 : « La métropole parisienne. Système productif et organisation de l'espace », in *UTH 2001*, DRI-Ministère de l'Équipement, Paris, déc. 1990, 68 pages
- DAMETTE (F.), BECKOUCHE (P.), 1992, « Le système productif dans l'espace parisien : le renversement fonctionnel », in *Espaces & Sociétés*, 67, 15 p.
- DAVEZIES (L.), 1992a, « Dérégulation économique et régulation urbaine », in *Actions et Recherches Sociales*, « Où va la ville ? », Université Paris XII, Créteil, 19 p.
- DAVEZIES (L.), 1992b, « L'évolution de la place de la région Ile-de-France dans l'économie nationale des années 80 », in *Économie & territoire dans la France des années 80. Polarisation et accroissement des disparités*, P.Beckouche, F.Damette, L. Davezies, IUP/STRATES/L'CEIL, Paris, polygr., pp 7-11.
- DOUGLAS (M.), 1988, « The transnationalization of urbanisation of Japan », in *International Journal of Urban & Regional Research*, vol. 12.3, Sept.1988.
- DREWETT (R.), ENGELSTOFT (S.), 1990, « The future of cities : the human dimension and the role of science and technology », report for FAST-MONITOR CEC programm, polygr., 47 p.
- GREEN (A.), CHAMPION (T.), 1988, « Measuring local economic performance : methodology & applications of the booming towns approach », in *Built Environment*, vol.14, n° 2, Oxford, pp 78-95.
- LAKOTA (A.M.), MILELLI (C.), éd., 1990, *L'Ile-de-France en mouvement, Reclus-Mode d'emploi*, Montpellier.
- MACHIMURA (T.), 1992, « The urban restructuring process in Tokyo in the 1980s : transforming Tokyo into a world city », in *International Journal of Urban and Regional Research*, vol.16.1., March 92, pp 114-129.
- MARCHAND (B.), SCOTT (A.), 1991, « Los Angeles en 1990 : une nouvelle capitale mondiale », in *Annales de Géographie* n° 556, Paris, pp 406-426.
- PETERSON (G.) et al., 1992, « Confronting the nation's urban crisis », in *The Urban Institute, Policy and research Report*, vol. 22 n° 2, summer 1992, Washington DC, p. 2.
- PÉTRELLA (R.), 1991, « Demain, les villes européennes. Questionnements et enjeux », Rapport pour le programme FAST-MONITOR, C.E.C., nov.1991, polygr., 28 p.
- PRÉTECEILLE (E.), 1992, « Ségrégation sociale et finances locales en Ile-de-France », in *L'Ile-de-France et la recherche urbaine*, Tome 2, DATAR/Plan urbain/STRATES, pp. 160-169.
- PRUD'HOMME (R.), ROUSSEAU (M-P.), 1992, « Les redistributions intercommunales engendrées par le budget du département des Hauts-de-Seine », rapport pour le Conseil Général des Hauts-de-Seine, L'CEIL-Université Paris Val-de-Marne, Créteil, 23 p.
- TABARD (N.), 1989, « Voisinage social en Ile-de-France », in *Données sociales Ile-de-France*, INSEE, Direction régionale Ile-de-France, Paris, pp. 73-79.
- STRATES, 1989, *Atlas démographique et social d'Ile-de-France*, CNRS/DREIF, Paris, 348 p.

NOTES

1. Ou comme proposent certains, « two-third society ». Cf. DREWETT, ENGELSTOFT 1990.
2. Et encore, pas partout. A Los Angeles les deux aspects, sociaux et raciaux, s'imbriquent, avivant d'autant les conflits. Voir MARCHAND, SCOTT 1991. De même on

peut se demander si, en France, l'évolution n'est pas l'inverse de celle des villes des Etats-Unis : la ségrégation sociale se focalise de plus en plus sur la ségrégation raciale, compte tenu de la concentration des populations d'origine étrangère dans les grandes aires urbaines (Paris, Lyon, Marseille).

3. Pour davantage de détail, notamment dans l'échelle d'analyse de l'espace francilien, on se reportera à LAKOTA-MILELLI 1990 ou à STRATES 1989.

4. Il s'agit d'une corrélation non pondérée par le poids démographique des communes : une commune de 3000 habitants « pèse » autant, dans le calcul du taux de corrélation, qu'une commune de 80 000. On a toutefois pris le soin d'exclure les communes de moins de 2000 habitants, et pris en compte Paris dans son découpage en arrondissements.

5. Le champ de l'E.S.E. (INSEE-Ministère du Travail) est le suivant : entreprises d'au moins 20 salariés des secteurs privé et semi-public.

6. Pour la recension des analyses tant sociales qu'économiques de l'espace francilien, voir le remarquable travail de M. BERGER et C. RHEIN consacré à L'Ile-de-France et la recherche urbaine, BERGER-RHEIN 1992

7. Evolution calculée pour les établissements d'au moins 20 salariés.

8. J. MALEZIEUX travaille au C.R.I.A. (Université Paris I) sur cet aspect des choses.

RÉSUMÉS

Au cours des années 1980, les disparités spatiales se sont renforcées au sein des grandes aires urbaines. On peut mesurer la dualisation de l'espace urbain en Ile-de-France à travers plusieurs indicateurs, tant sociaux qu'économiques. Seule la confrontation de ces deux approches peut éclairer les mutations à l'œuvre, et aider à la définition de politiques correctrices.

A growing gap in the Parisian area. Increasing spatial disparities in Ile-de-France during the 80ies.
During the 80ies, spatial disparities have increase in large urban areas. Dualization of Ile-de-France urban space can be measured through several criteria, in both social and economical fields. To outline spatial change and give help to set up compensating policies, one needs to confront these two fields.

INDEX

Mots-clés : disparités, Dualisation, Région parisienne, Ile-de-France

Keywords : Ségrégation, disparities, Segregation, Dualization, Paris region

AUTEUR

PIERRE BECKOUCHE

Chercheur au laboratoire STRATES et enseignant à l'Institut d'Urbanisme de Paris (Université Paris-Val-de-Marne). Ses travaux portent sur la géographie du système productif, et les transformations de l'économie des grandes aires métropolitaines.